

AFRIQUE DU SUD AU NOM DU GROUPE AFRICAIN

32/...RENFORCEMENT DE CAPACITÉS ET COOPÉRATION TECHNIQUE AVEC LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006,

Rappelant également ses résolutions 5/1 sur la mise en place des institutions du Conseil et 5/2 sur le code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, toutes deux en date du 18 juin 2007, et soulignant que le détenteur du mandat doit s'acquitter de ses fonctions conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

Rappelant en outre ses résolutions S-14/1 du 23 décembre 2010 et 16/25 du 25 mars 2011 sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, ses résolutions 17/21 du 17 juin 2011 portant création du mandat de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, 20/19 du 6 juillet 2012 et 23/22 du 14 juin 2013 portant renouvellement du mandat de l'Expert indépendant, ainsi que ses résolutions 26/32 portant création du mandat *sur le* Renforcement de capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme et 29/24 portant renouvellement du mandat de l'Expert indépendant ;

Réaffirmant que tous les États ont la responsabilité de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Souligne l'importance de l'action menée par la Commission nationale d'enquête, la Commission Dialogue, vérité et réconciliation et la Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes en faveur d'une réconciliation durable en Côte d'Ivoire et *encourage* le Gouvernement ivoirien à donner suite à leurs recommandations afin de contribuer à la réconciliation;

Notant que la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire s'est considérablement améliorée, et que celle-ci devrait toutefois faire l'objet de surveillance, eu égard aux nombreux défis notamment en matière de retour définitif à la paix, de réconciliation nationale et de lutte contre l'impunité ;

Préoccupé par la poursuite d'attaques armées sporadiques, perpétrées contre les Forces républicaines de Côte d'Ivoire dans l'exercice de leur mandat de protection des civils,

1. *Condamne* les attaques terroristes survenus à Grand-Bassam, le 13 mars 2016, qui sont de nature à amenuiser les efforts communs du peuple ivoirien et de la communauté internationale pour apporter la sécurité et la paix dans le pays ;

2. *Salue* le bon déroulement des élections présidentielles d'octobre 2015, jugées libres et transparentes par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux et *se félicite* de la stabilité générale de la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire comme indiqué dans le rapport spécial du Secrétaire Général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire du 31 mars 2016 et le rapport de l'Expert indépendant sur la Côte d'Ivoire ;

3. *Se félicite* de la coopération exemplaire et continue du gouvernement ivoirien avec les mécanismes des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et de son engagement à promouvoir et protéger les droits de l'homme, et encourage la poursuite des efforts visant à mettre fin à toutes violations des droits de l'homme sur le territoire ivoirien, à poursuivre les responsables et auteurs de ces actes en justice, ainsi qu'à fournir une aide aux victimes;

4. Prend note avec satisfaction de la création du Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de l'Indemnisation des Victimes, une avancée remarquable qui permettra de renforcer les progrès réalisés dans le domaine de la réconciliation nationale tout en encourageant le Gouvernement ivoirien à le doter de moyens suffisants pour remplir sa mission;

5. *Prend également note avec satisfaction* des efforts du gouvernement ivoirien pour harmoniser son cadre juridique interne avec le Statut de Rome, son initiative pour abolir la peine de mort, l'introduction dans son cadre juridique interne des crimes internationaux tels que le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, la responsabilité des chefs hiérarchiques en matière de crimes de guerre et l'imprescriptibilité de ces crimes internationaux ;

6. *Encourage* la Côte d'Ivoire à poursuivre ses efforts pour renforcer les capacités de son système judiciaire, invite le gouvernement ivoirien à assurer le renforcement des capacités des ressources humaines, à veiller à ce que les procédures judiciaires se conforment aux normes internationales du procès équitable et à poursuivre de tous les responsables présumés de violations des droits de l'homme notamment celles commises pendant la crise post-électorale ;

6 bis *Se félicite*, de la poursuite des travaux de la cellule spéciale d'enquête et d'instructions, encourage les autorités ivoiriennes à continuer à allouer à cette cellule les moyens nécessaires et encourage l'accélération des processus nationaux d'enquête et de poursuite des responsables et auteurs présumés des violences commises pendant la période électorale 2010-2011 ;

6. ter *Encourage également* les autorités ivoiriennes à continuer leurs efforts visant à améliorer les conditions de détention dans les centres pénitentiaires et à prendre des mesures pour faire baisser la surpopulation carcérale afin d'améliorer la prise en

charge des mineurs, et invite à cet égard la Communauté internationale à appuyer les efforts du Gouvernement ivoirien ;

7 *Salue* la remise le 19 avril 2016 au Président de la République, du rapport de la Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes des Crises survenues en Côte d'Ivoire (CONARIV) et les recommandations données par celui-ci de procéder à sa publication ainsi qu'à celle du rapport de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR).

8. *Salue* également la continuation du dialogue entre tous les acteurs politiques visant à faciliter le pluralisme politique inclusif, , tout en rappelant l'importance de la pleine participation des femmes aux processus de dialogue avec toutes les parties, et prend note de la coopération continue avec la Cour pénale internationale et de l'adoption de nouvelles lois, des avancées importantes pour renforcer le cadre législatif et pour promouvoir et à protéger les droits de l'homme ;

9. *Prend note* de l'engagement des autorités judiciaires d'assurer une justice équitable à toutes les victimes de la crise ivoirienne, composante majeure de la réconciliation, à travers la continuation des poursuites judiciaires, y compris les procès de membres des Forces républicaines de Côte d'Ivoire, et de l'accélération du processus d'enquête et de poursuite des responsables et auteurs présumés des violences commises durant la période électorale 2010-2011;

10. *Salue* la poursuite du processus électoral et de l'ensemble des dispositions prises en vue de la tenue d'élections générales justes, libres, transparentes, inclusives et apaisées qui garantissent la liberté d'expression et la volonté du peuple ;

11. *Prend note* des rapports respectifs de l'Expert indépendant, ainsi que de ses recommandations , lors des 31 et 32^{ème} sessions;

12. *Salue* les engagements pris par le gouvernement ivoirien au cours des différentes sessions du Conseil des droits de l'homme pour endosser les recommandations de l'Expert indépendant, ainsi que sa coopération fructueuse avec l'Expert indépendant dans le cadre du mandat qui lui a été confié ;

13. *Se félicite* des avancées réalisées par le gouvernement ivoirien dans le respect et la protection des droits de l'homme notamment sa coopération avec les procédures spéciales et les organes de traité, ses efforts dans la ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et l'encouragement à continuer ces actions, ainsi qu'à poursuivre ses efforts pour conformer sa législation nationale aux instruments internationaux et régionaux ratifiés, en veillant à la mise en œuvre effective de ces instruments;

14. *Note avec satisfaction* l'amélioration continue de la situation humanitaire sur le terrain et demande aux organismes des Nations Unies et aux autres acteurs compétents de continuer, à la demande du pays, d'apporter aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, conformément aux dispositions mises en place par le gouvernement ivoirien, l'aide appropriée pour favoriser leur retour librement consenti dans leurs foyers dans des conditions de sécurité et de dignité ;

14. bis Salue à cet égard les actions du Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de l'Indemnisation des Victimes qui ont favorisé le retour en Côte d'Ivoire, depuis le 03 mai 2016, de près de 2000 réfugiés et exilés ivoiriens au Libéria ;
15. *Note également* les efforts consentis par les autorités ivoiriennes pour lutter contre les violences sexuelles subies par les femmes et les enfants, notamment l'adoption d'une stratégie nationale afin de juguler ce phénomène, ainsi que les efforts consentis pour protéger les enfants et demande au gouvernement ivoirien de poursuivre les investigations sur les allégations récurrentes de violences faites aux femmes et aux enfants ;
- 15 bis Salue à cet égard l'adoption, le 03 juin 2016 d'un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité National de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, chargé de coordonner, au sein des institutions de sécurité nationale, les efforts du Gouvernement en vue de la prévention des violences sexuelles liées aux conflits et de la réponse à ces violences ainsi que d'accroître la lutte contre l'impunité des crimes de violences sexuelles commis par des hommes en armes;
16. *Demande* à la communauté internationale de poursuivre, au besoin, son soutien au processus de reconstruction et de réconciliation en cours en Côte d'Ivoire et d'apporter l'aide sollicitée dans les domaines spécifiques pour lesquels cette assistance est nécessaire, notamment le renforcement de capacité des structures de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants;
17. *Demande* au Gouvernement ivoirien de faire en sorte que le processus de révision constitutionnelle soit ouvert à tous et engage toutes les parties prenantes ivoiriennes, notamment les partis politiques, la société civile et les médias, à continuer d'œuvrer ensemble à la consolidation de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale, et *appelle* les autorités ivoiriennes à saisir cette opportunité pour renforcer le cadre légal de protection des droits de l'Homme dans le pays ;
18. *Demande* au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir une assistance technique sollicitée par le gouvernement ivoirien, afin de renforcer les capacités de la Commission nationale des droits de l'homme de Côte d'Ivoire, dans la perspective de la fermeture de l'ONUCI en juin 2017 et *encourage* les autorités ivoiriennes à rendre la Commission conforme aux Principes de Paris et à lui donner les moyens nécessaires pour effectuer son travail en toute indépendance;
19. *Appelle* la communauté internationale à encourager les efforts consentis au plan national par la Côte d'Ivoire et ses institutions en vue de renforcer l'Etat de droit et répondre à ses demandes d'assistance technique dans les domaines humanitaire, éducatif, sanitaire, économique et social;
20. *Appelle également* la communauté internationale à continuer d'appuyer, à sa demande, la Commission nationale des droits de l'homme, dans le cadre de programmes d'assistance technique et de renforcement de capacités, en vue de lui permettre de contribuer efficacement à protéger et à promouvoir les droits de l'homme et libertés fondamentales des populations, conformément aux Principes de Paris;

21. *Décide* par conséquent de renouveler, pour une dernière période d'un an, allant jusqu'au 30 juin 2017, le mandat sur le renforcement de capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme ;

22. *Demande* à l'Expert indépendant de lui présenter, à sa trente cinquième session, son rapport et ses recommandations finales.